



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gendarmerie et police

Question au Gouvernement n° 4345

Texte de la question

MOYENS DE LA POLICE

M. le président. La parole est à M. Élie Aboud, pour le groupe Les Républicains.

M. Élie Aboud. Monsieur le ministre de l'intérieur, non, les policiers biterrois, ni les autres d'ailleurs, ne réclament pas plus d'argent : ils veulent juste être respectés.

Après l'attaque, lâche, de quatre policiers le 8 octobre dernier à Viry-Châtillon, ayant brûlé gravement deux d'entre eux, c'est toute la France républicaine qui a été profondément choquée et meurtrie. D'ailleurs, à Lyon, à Dijon, nos policiers ont subi à peu près le même sort.

Jusqu'à présent, la France souffrait, doutait, mais les Français s'en remettaient traditionnellement à la solidité de nos forces de l'ordre. Or, les Français découvrent avec peine que les policiers n'ont pas suffisamment de moyens pour remplir leurs missions. Depuis maintenant plusieurs semaines, ces derniers défilent et interpellent les pouvoirs publics à ce sujet. Ce week-end, plus de 500 policiers et citoyens se sont rassemblés devant le commissariat de Béziers. Sur fond de *Marseillaise*, ils ont ensemble réclamé le respect.

Monsieur le ministre, quand la République est attaquée, il faut lui donner les moyens de se défendre. Je voudrais dire ici - et certainement au nom de beaucoup de mes collègues sur nos bancs et sur les bancs d'en face - à nos policiers, à nos gendarmes, tout notre respect, toute notre reconnaissance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants, et sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

À Béziers, par exemple, les policiers manquent de tout, monsieur le ministre : véhicules anciens, matériel obsolète, locaux vétustes et particulièrement inadaptés à leurs nouvelles missions. Être trois dans un bureau pour interroger une victime ou un malfaiteur, c'est inadmissible. On le sait, vous le savez, le commissariat est quasi insalubre. Vous en avez promis l'extension d'ici à la fin de 2016. Il nous reste quelques semaines, monsieur le ministre. À Béziers comme ailleurs, qu'allez-vous faire pour notre police ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, merci pour votre question concernant la situation de la police nationale et de la gendarmerie. Je souhaite que nous puissions aborder cette question, comme l'ensemble de celles qui touchent à la sécurité, avec la volonté de rassurer et de donner des gages à ceux qui sont en première ligne pour assurer la sécurité des Français, dans un esprit aussi rigoureux que

possible.

Si la situation est telle que vous la décrivez, c'est parce que pendant de nombreuses années, il n'y a pas eu assez d'investissements dans l'immobilier et le matériel des forces de police, et que beaucoup de questions sont restées en suspens.

Mme Bérengère Poletti. Ce n'est pas vrai !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. Que faisons-nous concrètement ? D'abord, sur les questions qui touchent au respect de la police nationale comme aux moyens juridiques dont elle dispose, nous avons pris des engagements et nous les tiendrons. D'ici à la fin du mois de novembre, des dispositions législatives seront présentées, concernant la légitime défense. Un groupe de travail se réunit actuellement, ce qui permettra d'aller au bout de ce que nous avons déjà engagé. Je rappelle en effet que nous avons, nous, modifié le régime de la légitime défense en juin. Des compléments sont demandés et nous en tenons compte : sur l'anonymat, qui garantit que les forces de l'ordre pourront être protégées lorsqu'elles interviennent dans des quartiers sensibles, et sur l'outrage à agent des forces de l'ordre, délit qui sera aligné sur l'outrage à magistrat.

Il faut bien entendu rehausser les moyens. Nous avons augmenté de 15 % les crédits d'investissement de la police et de la gendarmerie. C'est ce qui a permis l'an dernier, par exemple, de livrer 7 000 véhicules et je souhaite que nous puissions en urgence, compte tenu d'une violence qui monte, donner à la police et à la gendarmerie les moyens de compléter les matériels dont elles ont besoin ; c'est pourquoi nous avons mis en place un plan de 250 millions d'euros. J'irai réceptionner les premiers matériels à Creil dans quelques jours et je préciserai le calendrier de livraison aux forces de la sécurité publique de l'ensemble des matériels dont elle a besoin. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

Données clés

Auteur : [M. Élie Aboud](#)

Circonscription : Hérault (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4345

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 novembre 2016](#)